

Rencontres Ecosocialistes de Genève - 25 janvier 2014

Atelier Aménagement du territoire

Bases d'un aménagement du territoire écosocialiste

La conception même d'aménagement du territoire doit être radicalement revue pour prendre en compte la dimension écologique, au moins pour trois raisons :

- Le changement climatique, qui nécessite de revoir les schémas urbains actuels pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre en diminuant les transports : il faudra donc revoir la répartition entre lieux de vie, de production industrielle et de production agricole ;
- La diminution de la biodiversité, en particulier dans les productions agricoles, avec la nécessité d'adopter de nouvelles cultures mieux adaptées ;
- La crise énergétique avec l'obligation de limiter nos consommations, avec des impacts sur les déplacements, l'isolation des bâtiments...

Il faut remplacer les critères de choix actuels, faits uniquement sur le rapport coût/bénéfice, par des critères basés sur :

- la satisfaction des besoins essentiels (eau, énergie, santé...) qui devrait être assurée par des services publics ;
- la limitation des impacts sur l'environnement ;
- la mise en place de lieux de décision démocratique

La définition des besoins essentiels fait débat, faut-il parler de besoins (notion à résonance technocratique) ou de désirs (souvent conditionnés par la société de consommation)? Les deux (à l'exception des besoins vitaux stricts) sont socialement déterminés et finalement difficile à distinguer. Peut-être faudrait-il se baser sur la satisfaction des 5 sens, dans le cadre d'une société du Buen Vivir ? Ou distinguer la satisfaction des besoins humains de celle des désirs d'accumulation ? Mais il apparaît difficile de résoudre cette contradiction de manière générale : il semble plus efficace de la traiter cas par cas.

Un exemple de recherche de lieu démocratique : le Forum transfrontalier qui réunit les associations de l'agglomération de Genève, aussi bien suisses que françaises, pour penser ensemble les questions de logements, d'emploi, de transport... On y constate que souvent les désirs (comme de se déplacer en voiture particulière par exemple) sont liés à l'absence d'offre alternative.

L'appropriation des espaces est un autre problème important, et pas seulement dans les pays pauvres : à Genève 10% de la population occupe 50% du territoire bâti !

L'espace est aujourd'hui trop clivé et il faut abolir la division sociale du territoire (lieux de vie, lieux de production) et analyser concrètement la situation dans le cadre de lieux de débat démocratique. Mais le désordre produit par le capitalisme est tel qu'il

semble difficile d'espérer faire l'économie d'un peu de rationalité (et donc de directivité) pour en sortir.

Impact des transports urbains

Aujourd'hui largement plus de 50% de la population mondiale vit en ville, ce qui n'est pas sans impact sur la santé. Selon l'OMS, la pollution urbaine des grandes métropoles tue 1,3 millions d'êtres humains dans le monde chaque année.

La cause principale : les particules fines dont les taux sont, dans les pays développés, nettement plus élevés dans les quartiers pauvres que dans les quartiers riches (+100% aux USA, +50% en Europe). L'industrie, le chauffage et les transports sont les causes principales.

Pour les transports, les moteurs diesel sont à plus de 90% responsables de ces émissions. Et les 2/3 des déplacements urbains en véhicule individuel correspondent à des trajets de moins de 2 km !

Le développement des transports en communs (associés aux déplacements en vélo ou à pieds) est donc une priorité, et une solution pour ce développement, c'est la gratuité qui existe déjà dans environ 15 villes en France..

Les motivations des municipalités (de gauche comme de droite) sont diverses mais le coût n'est pas l'obstacle principal : le prix des billets ne représente que 10% du coût total. Mais la réussite implique l'augmentation des fréquences et des amplitudes

Une autre mesure, qui pourrait être complémentaire serait le péage urbain ou des pénalités pour les véhicules avec un seul occupant.

La notion de gratuité fait encore débat : mesure emblématique pour certains, d'autres craignent qu'elle ne pousse au gaspillage ou ne dévalorise ces transports parce que « ce qui ne coûte rien ne vaut rien »...et préféreraient un coût « abordable ». Mais la gratuité servirait aussi à sortir de la sphère marchande un des besoins fondamentaux. Il y a en a d'autres (eau, électricité, logement...) mais celui-là pourrait être satisfait maintenant.

Une autre crainte est que la gratuité ne favorise encore l'étalement urbain qui repousse les pauvres loin des centres villes : il est toutefois à noter que justement certaines municipalités refusent la gratuité pour éviter que les classes populaires n'envahissent les centres villes (comme « la racaille d'Annemasse » qui risque d'envahir Genève à cause du TEVA). Le problème des transports est indissolublement lié avec le problème du schéma d'urbanisme et n'est donc pas simple

Au Brésil un mouvement de jeunes réclame la gratuité des transports et des manifestations de rue d'ampleur croissante suite à une augmentation du prix des billets a monté qu'un tel sujet pouvait mobiliser les citoyens.

Les questions des zones rurales sans transport en commun et des transports de marchandises sont à étudier spécifiquement.

Et il faut rappeler que la gratuité ce n'est pas seulement pour les pauvres, c'est affirmer que chacun doit pouvoir accéder à ce qui est indispensable sans se tuer au travail.

Coopérative d'approvisionnement en Espagne

La ville de Madrid compte 5 millions d'habitants, sans parler de l'agglomération, et ne produit rien pour sa propre subsistance. Sur cette base s'est créée il y a 7 ans une coopérative de quartier réunissant 26 « unités domestiques » pour acheter des produits alimentaires à des producteurs de proximité. La coopérative est autogérée est les membres assurent la réception et la distribution des aliments une fois par semaine.

La coopérative en elle-même ne fera pas bouger les structures, mais c'est un lieu de rencontre et d'éducation populaire important : par exemple les membres sont passés du désir d'une nourriture plus saine à une réflexion sur la place de la viande et en ont conclu que si notre consommation ne peut pas être étendue à toutes les populations, ce n'est plus un droit mais un privilège. Et au moment où les citoyens, en dehors de la classe ses « riches », sont de plus en plus éclatés, la dimension de lien social est importante.

Cette coopérative a essaimé et actuellement plus de 100 000 personnes adhèrent à des structures de ce type en Espagne. On peut trouver des exemples de ce type en France, coopérative urbaine dans le quartier de la Goutte d'Or à Paris (malgré les problèmes d'espace de stockage) ou AMAP (association pour le maintien de l'agriculture paysanne) avec une dimension d'appui aux agriculteurs plus marquée. L'évaluation des publics touchés (Bobos ?) est à faire. Et ce n'est pas l'aspect prix qui serait un frein mais plutôt l'aspect culturel (pour beaucoup il faut réapprendre à utiliser les produits bruts)

Le rôle des coopératives dans une économie écosocialiste et leur cohérence avec la planification démocratique a été soulevé mais il ne semble pas qu'il y ait incompatibilité. On pourrait même imaginer des coopératives médicales, de soins aux personnes, artisanales....Et ce type d'entraide s'est développé en Espagne avec la crise actuelle.

En conclusion, il faut en finir avec les dichotomies ville/campagne, producteur/consommateur pour agir solidairement.

Aménagement néolibéral du territoire

Après des actions positives, un panorama de ce qui se passe au **Portugal** sous la « dictature » de la Troïka.

A la réforme agraire a succédé la privatisation des terres. Actuellement plus de 80% des propriétés couvrent moins de 2 ha.

La Réserve Nationale Agricole, qui comportait des restrictions sur les constructions, l'artificialisation des terres, etc. n'existe plus et aujourd'hui les meilleures terres arables (en général autour des grandes villes) sont sous des routes ou des zones commerciales.

La Réserve Nationale Ecologique, qui préservait des corridors écologiques pour la conservation de la faune et de la flore a été démantelée.

Par contre un projet national pour la création de nouveaux barrages (il y en a déjà plus de 140 au Portugal) a été lancé sous forme de PPP (Partenariat public privé).

Ces barrages ont souvent hydrologiquement aberrants. Une concession a même été donnée au privé pour la production d'énergie sur un barrage qui n'a jamais eu assez d'eau pour se remplir. On peut citer aussi le cas de 2 barrages en ligne pour le « stockage d'énergie » : quand le barrage amont s'est vidé dans le barrage aval, produisant ainsi de l'énergie hydraulique, l'eau de l'aval est remontée à l'amont en heures creuses à l'aide d'énergie éolienne...

L'intérieur du pays se désertifie, les populations rejoignent la zone côtière ou partent à l'étranger : à cause de cet exode rural 2 millions d'ha sont actuellement abandonnés. Un plan de reboisement a été prévu, mais les arbres qui doivent être plantés font l'objet d'un monopole de vente...

Les associations environnementalistes sont faibles et s'appuient surtout sur des universitaires. Elles manquent de participation populaire et de compétences écologiques.

Un aspect positif : la biodiversité est importante au Portugal.

Et puis on peut toujours démolir un barrage et la population reste la ressource naturelle la plus importante, et il faudrait créer beaucoup d'emploi pour augmenter la résilience du pays au changement climatique.

La situation en **Grèce** est similaire.

Il y a bataille contre l'accaparement des terres par des sociétés comme EDF ou Suez pour la production d'énergies « renouvelables ». L'autosuffisance alimentaire qui est actuellement de 68% pourrait tomber à 40% si ces projets aboutissent. D'autant que les projets touristiques consomment eux aussi des terres.

On peut citer un projet de ferme éolienne sur une île de Crète, pour vendre de l'électricité sur la côte au détriment des îliens qui avaient un projet alternatif.

L'espoir réside dans une arrivée de la gauche au pouvoir, ce qui permet de faire des projets d'avenir au lieu de simplement résister.

En **France**, un autre exemple d'aberration « verte »:

La conversion d'une centrale électrique du charbon au bois dans le sud : les ressources en bois sont insuffisantes, d'où risque de déforestation et de mise à mal des filières d'utilisation actuelles (menuiserie, papeterie, etc.) et même importations de bois tropicaux.